problèmes de demain

Y a-t-il une solution au phénomène de migration sauvage qui bouleverse le monde et le transfigurera culturellement à long terme ? Si la communauté internationale ne peut plus stopper le réchauffement climatique, s'y étant prise trop tard, elle peut agir sur les causes à l'origine des flux migratoires arabes dus aux despotismes locaux et à la stratégie de grandes puissances consistant à les livrer à l'islamisme pour mieux démanteler leurs pays.

Tout le monde se focalise sur la gestion des effets immédiats de la crise, personne sur ses causes. Pourquoi ? L'intrusion de l'Occident dans l'Asie confucéenne (Japon, Chine, Corée) a réveillé ces peuples qui sont aujourd'hui dans le peloton de tête de la croissance mondiale. La même intrusion dans les pays de l'Asie islamique non-arabe (Indonésie, Malaisie, Turquie) a eu des conséquences presque similaires. Mais, en Afghanistan et dans les pays arabes, elle s'est soldée par un chaos durable et fatal (Pakistan, Irak, Libye, Syrie, Yémen…). C'est à ce propos que le Dr Gustave Le Bon a écrit dans son livre L'homme et les sociétés, paru en 1895, ces lignes prémonitoires : « Nous avons été semer la guerre et la discorde chez ces nations lointaines et troubler leur repos séculaire. C'est à leur tour maintenant de troubler le nôtre. »

L'Europe cachait-elle des marges d'absorption d'une demande subite et pressante en postes de travail, logements et places pédagogiques ? Certainement non, elle qui cherche à répartir le fardeau entre ses 28 Etats-membres alors que les réfugiés ne l'entendent pas de cette oreille : ils sont intéressés par une poignée de pays seulement.

Les opinions publiques des pays-membres (plus de 500 millions d'habitants) sont déchirées entre leurs sentiments et leur conscience quant à la fragilité de leur propre situation socio-économique : les uns, majoritaires pour l'instant, manifestent en faveur de l'accueil des migrants ; les autres, skinheads et militants d'extrême droite, minoritaires pour l'instant, n'hésitent pas à les agresser. Qu'en sera-t-il dans quelques années ? C'est que l'émigration forcée peut être vécue par les pays qui la subissent comme une occupation par la contrainte de leur territoire et certains dirigeants, comme le Premier ministre hongrois, ne se sont pas privés de s'y opposer avec véhémence.

Des murs en béton et des grillages électrifiés ont été construits, des blindés ont été déployés à certaines frontières, des flottes militaires surveillent les côtes, l'état d'urgence a été proclamé comme en Macédoine, et chaque pays s'évertue à passer la «patate chaude» au voisin… Il faut de nouveaux paradigmes pour gérer la donne issue d'une vie internationale non régulée par un droit universel de plus en plus indispensable, mais ces paradigmes n'existent pas encore alors que le phénomène migratoire lorgnant l'Europe n'ira pas en s'estompant mais en s'intensifiant.

L'émigration sauvage se présente en effet comme une tendance lourde des prochaines années et décennies avec l'appauvrissement des peuples qui n'ont pas réussi à s'en sortir économiquement au cours du siècle dernier, le maintien de régimes despotiques, le terrorisme exercé par les groupes islamistes et les populations insulaires dont les terres seront englouties par les eaux comme dans le récit de Noé.

Un entrepreneur israélien installé à San Francisco, Jason Buzi, a lancé en juillet dernier dans le Washington Post une idée qu'il a présentée comme une solution à la crise mondiale des migrants : créer un nouveau pays où les populations fuyant leurs territoires pour un motif ou un autre fonderaient une «nation de réfugiés» où ils vivraient en sécurité et travailleraient comme «tout le monde», selon ses termes.

La population de cet Etat pourrait s'élever à soixante millions de personnes, soit le nombre de personnes «déplacées» en 2014 selon les chiffres du HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés, ONU).Probablement inspiré par la saga de son pays d'origine mais excluant une occupation par la force comme l'a fait Israël au détriment des Palestiniens, l'homme d'affaires a ouvert un site internet où il expose quatre options : demander à des Etats développés de léguer des parties de leurs terres non utilisées pour y installer les populations déplacées, acheter une île inhabitée, prendre en charge un pays existant mais peu peuplé, ou construire une île au milieu de quelque Océan.

Il donne l'exemple de la Californie où 90% des quarante millions d'habitants vivent sur moins de 10% des terres de l'Etat, exactement les mêmes proportions que pour Algérie.

Que deviendront ces peuples sans terre et ces terres abandonnées par peur de dirigeants tyranniques ou de hordes fanatiques ? Qui accueillera les premiers ? Qui héritera des secondes ? Que deviendront les idéaux de patriotisme, de nationalisme, de civilisation, de tolérance et d'humanisme qui ont bercé la longue marche d'Homo erectus?

Pour le financement du projet, il en appelle à la participation de gouvernements et d'investisseurs privés. Qu'en penser ? Il faut le demander d'abord aux migrants. Eux sont intéressés par des pays déjà faits, construits, civilisés, riches, charitables, aimant les droits de l'homme et les appliquant à tout être humain sans discrimination, et non par une terre vierge, un pays à construire de rien, un territoire sans peuple ou un Etat problématique. Sur quelles idées, quel modèle, serait fondée cette «nation de réfugiés», sachant qu'un grand nombre de migrants sont des musulmans ?

Il faut aussi poser la question aux migrants non musulmans pour savoir sur quel «désir de vivre ensemble» ils aimeraient voir s'ériger cet Etat idyllique et quelles valeurs morales et institutions politiques il inscrirait dans sa Constitution? N'est-ce pas pour des raisons d' «incommodo» d'ordre religieux et politique que ces réfugiés ont quitté leurs terres ? Leur dénominateur commun – la migration – suffira-t-il pour les faire cohabiter jusqu'à devenir des compatriotes ? Le projet de Jason Buzi est irréaliste et irréalisable. Ce serait au mieux un laboratoire grandeur nature où serait testée la faisabilité du seul idéal qui n'est pas encore à la portée des hommes, mais seulement des automates et des robots qu'ils apprennent à construire.

Sommes-nous, en tant qu'Algériens, concernés par le phénomène de la migration sauvage ? Oui, sous toutes ses facettes. Nous sommes un pays de transit pour les Africains voulant se rendre en Europe ; nous sommes une destination pour nos voisins africains et nos frères syriens à qui nous ne saurions fermer la porte au nez ; nous sommes depuis longtemps un pays émetteur de «harraga» ; nous sommes depuis le début du siècle dernier un pays fournisseur d'émigrés, surtout vers la France, tendance qui a connu un rebond durant la décennie de terrorisme, et notre diaspora compterait entre cinq et sept millions de personnes disséminées à travers le monde, sans préjudice de ce qui pourrait nous arriver à l'avenir compte tenu de notre précarité économique et politique.

Les Algériens regardent, notent et n'exigeront pas moins de l'Union européenne, le jour venu, que ce qu'elle aura accordé aux Syriens.

Serons-nous là demain, nous qui étions absents hier, qui sommes si souvent familiers de l'éclipse historique, du rôle de victime expiatoire, de chair à canon pour les guerres de l'occupant et d'auxiliaires de notre propre destruction (harkis pendant la Révolution, terroristes pendant les années 1990) ?

Nous aussi nous pourrions être déstabilisés un jour : nous sommes encerclés de toute part, nous avons un «gouvernement kabyle» en exil, nos frères touaregs sont à cheval entre plusieurs pays du Sahel, Ghardaïa était jusqu'à il y a quelques semaines un champ d'expérimentation, nous nous préparons à recourir de nouveau à l'endettement extérieur et l'islamisme fait des ravages dans la société…

Les problèmes de demain sont ceux que poseront les pays et les peuples de demain dont nous, en premier lieu, si nous persistons dans l'aveuglement actuel.

N. B.

Publicité